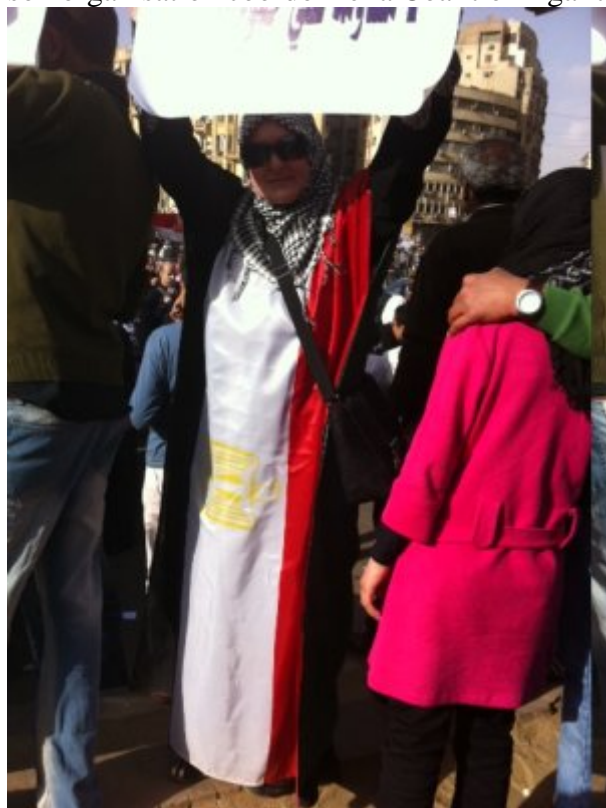


Egypte : « Précipiter le processus de transition en Egypte pourrait nuire aux femmes »

Interview de Amal Abdel Hadi, membre fondatrice de la New Woman Foundation en Égypte, son organisation coordonne la Coalition Égalité sans réserves, réalisée le 3 mars 2011.



De quelle manière les femmes étaient-elles impliquées dans les manifestations en Égypte ?

Les femmes étaient impliquées dans tous les aspects de cette révolution : dans les confrontations avec les forces de sécurité, la mobilisation, l'écriture des slogans, les cris, elles dormaient dans les tentes sur la place Tahrir... Certaines femmes sont restées tout au long des 18 jours de manifestations.

Des femmes figurent aussi parmi les martyrs de ce mouvement. Des femmes ont été tuées par les forces de l'ordre. D'autres ont été arrêtées et détenues.

La majorité des femmes qui ont participé à ce mouvement étaient jeunes, mais il y avait aussi des femmes de tous âges et de tous milieux. Des femmes au foyer qui n'avaient jamais participé à ce genre d'action auparavant sont venues manifester avec leurs enfants. Des militants de tous les partis politiques, des Frères musulmans aux communistes participaient aux manifestations.

Des membres de notre organisation ont également participé à ces manifestations à titre individuel. Nous n'y sommes pas allés au nom de la New Woman Foundation. Mais les gens

savaient que nous faisons partie de la NWF. J'étais moi-même sur la place Tahrir tous les jours et j'y ai passé plusieurs nuits.

Les femmes et les hommes étaient sur un pied d'égalité lors des manifestations. C'était une période incroyable en Égypte ! Des millions de personnes étaient rassemblées au même endroit. Et les femmes n'avaient pas peur. Nous n'avons été témoins d'aucun acte de harcèlement sexuel, par exemple. Il régnait un sentiment de respect total, de soutien total, et de solidarité totale envers les femmes. Les femmes, en particulier les plus jeunes, ont dormi pendant des jours sur la place.

Y-avait-il des slogans ou des demandes spécifiques concernant des droits des femmes durant les manifestations ?

Non, il n'y avait rien de spécifique. Tout le monde était rassemblé autour de la même cause : la fin du régime, le renversement de Moubarak et la mise en place d'un gouvernement civil. Ceci est important. Si quelqu'un lançait un slogan à connotation trop politique ou trop religieuse, tout le monde se remettait à scander des slogans sur lesquels nous étions tous d'accord.

Parle-t-on des femmes et de leur implication dans les luttes, de leurs revendications spécifiques dans les médias ?

Les médias montraient des femmes présentes dans les manifestations, mais interviewaient plus souvent des hommes que des femmes. La plupart des personnes invitées aux débats télévisés étaient des hommes.

Comment les femmes sont-elles impliquées dans la transition politique ?

Les femmes sont ignorées ! Par exemple, la Commission constitutionnelle créée pour réviser certains articles de la Constitution, ne compte aucune femme parmi ses membres.

Mais nous sommes mobilisées. Plusieurs associations, dont la New Woman Foundation, ont publié un communiqué dénonçant l'absence de femmes dans cette Commission. Une coalition d'une dizaine d'organisations de défense des droits des femmes a été constituée. Elle souligne que les femmes doivent être représentées dans tous les aspects du processus de transition et dans toutes les instances actuellement mises en place.

Un appel a été lancé sur Facebook pour une manifestation d'un million de femmes et d'hommes le 8 mars, à l'occasion de la Journée Internationale des femmes. D'autres associations de femmes, plus récentes, ont le sentiment d'être écartées du processus. Nous travaillons avec elles et espérons qu'elles se serviront de cet événement pour faire entendre leur voix.

Quelles sont vos principales revendications pour ce gouvernement de transition ?

Un nouveau gouvernement ! Un gouvernement démocratique, indépendant et vraiment intègre. Pas le gouvernement actuel, ce gouvernement « patchwork ». Nous demandons l'établissement immédiat d'un comité présidentiel civil. Ce comité doit former un gouvernement civil et un comité constitutionnel qui aura la responsabilité d'écrire une nouvelle constitution. Nous avons besoin d'une nouvelle constitution !

Le comité constitutionnel doit être composé de personnes de milieux variés. Les femmes et les jeunes doivent y être représentés. Ils ont été la force de cette révolution.

Nous demandons une représentation égale et équitable des femmes et des jeunes dans tous les instances représentatives, des comités et conseils locaux au parlement national.

Nous revendiquons la liberté d'expression, en commençant par la liberté de créer des partis politiques, des syndicats indépendants, des ONG et des organisations de la société civile.

Nous exigeons que tous ceux qui ont été impliqués dans la répression et le massacre des manifestants soient jugés. Nous voulons que les responsables de tous les crimes commis pendant les 18 premiers jours de la révolution soient jugés. Nous voulons un procès transparent pour tous ceux qui ont été impliqués dans la corruption en Egypte. Nous voulons que tous les symboles du régime, – et il ne s'agit pas uniquement de Moubarak ou de ses proches –, et tous ceux qui ont été impliqués dans la corruption soient jugés.

Nous demandons que tous les avoirs de Moubarak et de tous les autres symboles du régime soient gelés. Nous insistons auprès du gouvernement qu'ils agissent à cet égard.

Nous demandons la libération de tous les manifestants qui ont été arrêtés arbitrairement. La police militaire doit cesser les arrestations qui ont toujours cours aujourd'hui.

Nous demandons que tous ceux qui se sont rendus responsables d'avoir coupé les communications internet, téléphoniques et médiatiques soient jugés. Nous demandons, en particulier, que la télévision égyptienne qui a tenté de déformer et de dissimuler des informations auprès du peuple Égyptien, soit tenue responsable.

Le conseil militaire actuellement à la tête du pays demande que des élections présidentielles et parlementaires et qu'une modification de la constitution aient lieu dans les 6 mois. C'est un vrai problème, nous craignons en effet que dans ce cas de figure, ceux qui organiseront les élections et réformeront la constitution, soit issus des partis existants : le Parti démocratique national et les Frères Musulmans. Ce n'est pas ce que nous souhaitons. Nous voulons des changements à long terme.

Nous voulons une réflexion en profondeur sur la nouvelle constitution et sur ce que nous voulons pour une Egypte nouvelle, et ceci va prendre du temps. Ce n'est pas une étape qu'il faut précipiter. La législation actuelle ne permet même pas de former de nouveaux partis politiques. Nous ne voulons d'un gouvernement qui soit le prolongement du précédent régime.

**Que représentent, selon vous, les développements récents pour les droits des femmes ?
Quels sont vos espoirs et vos craintes ?**

J'espère que nous pourrions saisir cette opportunité pour que la situation des femmes en Egypte s'améliore de manière générale. Je pense que nous pourrions vraiment obtenir un gouvernement civil et une démocratie parlementaire.

Si nous nous dirigeons vers un plus grand respect de la liberté d'association, y compris pour les syndicats professionnels et ouvriers et les ONG, alors les femmes devraient pouvoir

participer plus efficacement à tous les domaines de la vie publique. Cela leur donnera l'opportunité de partager leurs perspectives en termes de santé, d'économie, d'environnement, de conditions de travail... Nous avons le sentiment que cette nouvelle atmosphère nous ouvrira des nouvelles opportunités pour revendiquer nos droits.

Les discours qui prétendaient que la voix des femmes ne méritait pas d'être entendue ont été brisés pendant cette révolution ! Parce que les femmes étaient là, avec leur voix magnifique, hurlant contre le régime. Les femmes étaient là, elle dormaient par terre dans la rue, et ceci était accepté de tous.

Néanmoins, je pense que le désir d'accélérer le processus et de précipiter les choses risque de nuire aux femmes. Un risque demeure en effet, de nous retrouver avec des partis politiques ou des parlementaires qui ne sont pas concernés par les droits des femmes ou pire, qui s'y opposent. C'est pour cela que nous avons besoin de temps.

Enfin, pourriez-vous nous donner votre point de vue sur les événements en cours dans le reste du monde Arabe et leurs conséquences possibles sur les droits des femmes ?

Les Tunisiens ont fait une chose merveilleuse en commençant ce mouvement et les Egyptiens ont eu un impact important en prouvant que c'était possible. La plupart des pays arabes ont des gouvernements autocratiques et oppresseurs. Je pense que ceci est le vrai commencement d'un processus de dé-construction et de reconstruction, particulièrement avec l'utilisation d'internet par les jeunes. C'est incroyable. C'est une époque de grands changements.

Rien ne sera jamais comme avant... C'est un sentiment merveilleux, celui d'être témoin de l'Histoire. Je suis heureuse d'avoir pu vivre cette expérience.

Et les jeunes sont déterminés, ils sont vraiment matures ! Ils résistent à leur propre « iconisation », et ils essaient d'agir. Ils manquent peut-être d'un peu d'expérience mais ils apprendront ! Ils apprennent vite et je suis heureuse qu'ils aient pu apprendre en dehors des cercles habituels, en dehors des partis politiques. Ils ont leur créativité, c'est très important. Je pense que les jeunes de manière générale veulent la démocratie, qu'ils sont plus ouverts aux changements et qu'ils ont un plus grand respect envers les femmes.

Propos recueillis par Shawna Carroll – FIDH